

Richardson, John B. *The West Bank : A Portrait*. Washington (D.C.), The Middle East Institute, Coll. « Special Study 5 », 1984, 231 p.

Nelly Najjar

Volume 17, Number 1, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701990ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701990ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Najjar, N. (1986). Review of [Richardson, John B. *The West Bank : A Portrait*. Washington (D.C.), The Middle East Institute, Coll. « Special Study 5 », 1984, 231 p.] *Études internationales*, 17(1), 213–214. <https://doi.org/10.7202/701990ar>

celle d'un foyer inspirateur des idéaux de fraternité et d'amélioration des conditions de vie pour tous? On aura certes compris que cette orientation ne renvoie pas les religions dans le secteur du privé... bien au contraire.

Jean-Paul MONTMINY

*Département de sociologie
Université Laval, Québec*

RICHARDSON, John B. *The West Bank: A Portrait*. Washington (D.C.), The Middle East Institute, Coll. « Special Study 5 », 1984, 231 p.

Deux critiques fondamentales et liées concernant cet ouvrage: D'abord Richardson ne se démarque pas de la position actuelle de Washington. Ensuite il se contente modestement de « fournir au non spécialiste et à l'étudiant une vue générale de l'histoire de la Cisjordanie et de ses relations (internationales) pouvant servir de base à une étude plus détaillée ». D'où le caractère partisan et superficiel de l'étude.

L'ouvrage est divisé en 3 parties. Dans la première, intitulée « Cadre historique », l'auteur évoque d'abord rapidement la période précédant le mandat britannique. Il remonte à 1,200 av. J.-C., quand Philistins et Juifs arrivent en même temps sur les lieux. Il note que le royaume unifié d'Israël a duré moins d'un siècle et que le peuple palestinien, malgré une série de conquêtes, n'a jamais quitté sa terre. Ensuite, il rappelle les grandes dates qui mènent au mandat, puis les 4 étapes de « la vie politique sous le mandat », en fait de la manifestation du nationalisme palestinien, terminologie qu'il se garde évidemment d'utiliser. Richardson s'indigne qu'il y ait montée de « l'opposition palestinienne » malgré les progrès apportés dans l'économie et l'administration. Pour la période hachémite qui clôtüre la première partie, il valorise le rôle du roi Abdallah et expose les étapes de l'annexion sans jamais utiliser ce terme, lui préférant celui d'« union », de « fusion », ou même de « maintien de l'autorité ». Il justifie les négociations secrètes jordano-israélienne d'alors en affirmant que pour le souverain hachémite

c'était un « moyen de calmer les tensions et de rationaliser les problèmes », alors que les Palestiniens étaient psychologiquement perturbés. L'auteur se permet de remarquer que les habitants de Cisjordanie « ont plus de droits et de libertés que leurs frères ailleurs dans le monde arabe », oubliant qu'ils sont privés d'un droit fondamental, celui d'avoir un État. Enfin, il considère que le roi Hussein a donné son appui « à l'objectif palestinien, à la restauration de la Palestine arabe, à la lutte contre le colonialisme et à la quête de l'unité arabe... », d'où la quasi-absence de volonté séparatiste chez les Cisjordaniens!

La deuxième partie de l'ouvrage est intitulée: « La vie sous l'occupation ». Après un bref rappel des positions d'Israël, de la Jordanie et des États-Unis concernant la convention de Genève de 1949 relative au statut des territoires occupés par la force, Richardson fait l'historique de la première décade 1967-1977 de l'occupation, qui va jusqu'à l'arrivée du Likoud au pouvoir. Il inverse facilement l'ordre des choses en affirmant par exemple que les décisions du sommet de Khartoum (septembre 1967) ont amené un durcissement israélien, alors que dès le 7 juin 1967, comme il le souligne, les autorités d'occupation s'arrogent tous les pouvoirs législatifs et administratifs. L'auteur n'a pas de difficultés à traiter de la question des colonies de peuplement que les États-Unis réprouvent. Il expose le plan Allon, les différentes méthodes d'appropriation des terres, la position des travaillistes proche de celle des annexionnistes et fait état de l'apparition des zélotes au milieu des années 70. Il parle de la résistance à l'occupation, qui se traduit par la création en janvier 1973 du Front National Palestinien, après les élections municipales organisées par les responsables israéliens pour donner une « apparence de normalité » et le plan Hussein de Royaume arabe uni. Richardson ne souffle mot sur le tollé que ce plan suscite alors chez les Palestiniens et dans le monde arabe. Après quoi, il considère que « la politique se complique ». Il y a en effet le sommet arabe de Rabat (1974) qui reconnaît l'OLP comme représentant unique des Palestiniens, le discours d'Arafat à l'ONU (1974), puis la désobéissance civile en Cisjordanie et les élections municipa-

les de 1976 qui apportent une nouvelle génération de maires pro-OLP et un déclin de l'influence jordanienne. L'auteur fournit ensuite certaines données sociales. Les informations sur l'éducation, notamment sur le contrôle de son contenu, sont très percutantes. On aurait aimé avoir plus de détails sur la situation des libertés publiques et des droits de l'homme en Cisjordanie.

Passant au plan Begin (1977) qu'il qualifie de « changements » apportés par le Likoud, Richardson explique sans difficulté que le concept central de ce plan est celui d'« autonomie personnelle », utilisé pour définir le statut des minorités – notamment celui des Juifs en Europe centrale au début du 20^{ème} siècle – de manière à maintenir la souveraineté des régions habitées par ces minorités aux mains du gouvernement central. Le plan Begin reflète évidemment les revendications territoriales du Likoud sur Eretz Israel et donne le feu vert à la multiplication des colonies de peuplement. Le lien est clair entre ces dernières et la pénurie d'eau dont souffre Israël, qui s'approvisionne pour un tiers en Cisjordanie. Richardson rappelle que depuis l'ordonnance militaire de novembre 1981, l'administration militaire a laissé la place à une administration civile, « sans consultation de la population autochtone », dans « le but d'éliminer l'influence de l'OLP en Cisjordanie ». C'est alors la formation des Ligues de villages, auxquelles les autorités israéliennes répondent par des attentats à la bombe contre certains maires, leur expulsion et leur déportation.

À la fin de cette partie Richardson traite de la situation économique en Cisjordanie. C'est le chapitre le mieux conçu de l'ouvrage. L'auteur note que l'économie locale est transformée en fonction des besoins de l'économie israélienne, sans consultation des Cisjordaniens. Il fait état de la discrimination dont souffrent les travailleurs palestiniens et de l'amélioration superficielle de leur niveau de vie individuel au détriment du bien-être de la communauté. Il souligne également l'absence d'un système bancaire et de crédit et d'absence de formation de capitaux, obstacle majeur au développement de n'importe quel secteur de l'économie.

La 3^{ème} partie de l'ouvrage est consacrée à la politique des États-Unis, de l'Europe et du monde arabe concernant la Cisjordanie, la première étant la plus longuement examinée. Richardson étend le sujet aux relations américano-jordaniennes et ignore tout des relations américano-palestiniennes. Il établit une distinction entre la politique américaine d'avant Carter et celle menée depuis, rappelant pourtant que l'engagement actif des États-Unis dans la diplomatie proche-orientale remonte à juin 1967. Pourquoi ne pas faire partir de là la 2^{ème} période? Analysant le contenu des accords de Camp David, l'auteur souligne qu'ils prévoient l'« autonomie » des habitants et non celle des territoires, sans faire de rapprochement avec le plan Begin. Il rappelle le mécontentement de Washington concernant les colonies de peuplement, mais également le veto américain au Conseil de sécurité à toute résolution condamnant l'implantation de nouvelles colonies. Le rôle du lobby israélien est brièvement évoqué, alors que l'évolution de la politique américaine serait liée uniquement à l'utilisation de l'« arme du pétrole » par les États arabes.

Concernant la politique européenne, après un bref aperçu historique, Richardson formule des généralités. Elle est dictée par la rivalité anglo-française et les besoins en pétrole, donc pour lui pro-arabe. Le poids de l'Europe n'est pas suffisant pour modifier la situation au Proche-Orient, d'où son exclusion par les États-Unis et l'URSS de la conférence de Genève. Elle n'est pas appréciée par Washington, pour qui elle pourrait ralentir le processus de paix au Proche-Orient, encourager les radicaux du monde arabe et décourager Israël.

Nelly NAJJAR

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*